

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

F. 2003 — 2154

[C — 2003/22641]

26 MAI 2003. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 26 mars 2003 portant des mesures temporaires de lutte contre l'influenza aviaire

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994, 20 décembre 1995, 23 mars 1998 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1994 portant des mesures de police sanitaire relatives à l'influenza aviaire et à la maladie de Newcastle;

Vu la Directive 92/40/CE du Conseil du 19 mai 1992, établissant des mesures communautaires de lutte contre l'influenza aviaire;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2003 portant des mesures temporaires de lutte contre l'influenza aviaire, modifié par les arrêtés ministériels des 2 avril 2003, 4 avril 2003, 9 avril 2003, 29 avril 2003 et 9 mai 2003;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait qu'il est indispensable d'adapter sans délai les mesures sanitaires à l'évolution de la situation en matière d'influenza aviaire,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 26 mars 2003 portant des mesures temporaires de lutte contre l'influenza aviaire, le point 9 est remplacé par la disposition suivante :

« 9. Zone à risque : zone composée d'une ou de plusieurs zones de protection, zones de surveillance ou zones tampon, ainsi que toute zone dénommée telle par l'AFSCA. »

Art. 2. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, un point 10 est ajouté, libellé comme suit :

« 10. Zone de repeuplement : zone dans laquelle une procédure établie par l'AFSCA est d'application pour le repeuplement des exploitations avicoles. »

Art. 3. L'article 2 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 2. Les mesures suivantes sont d'application sur tout le territoire :

1. Les rassemblements de volailles sont interdits, sauf selon les instructions fixées par l'AFSCA.

2. Les volailles et œufs à couver doivent être transportés en transport direct (1-1) d'un seul lieu d'origine vers un seul lieu de destination.

3. Conformément aux dispositions de l'article 7, § 4, de l'arrêté royal du 31 décembre 1992 relatif aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables aux échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits, le destinataire doit signaler chaque importation de volaille et d'œufs à couver 24 heures à l'avance à l'inspecteur vétérinaire.

4. L'accès à tout endroit en Belgique où sont détenues des volailles est interdit à tout véhicule, toute personne et tout matériel qui, aux Pays-Bas ou dans la Nordrhein-Westfalen en Allemagne, dans les quatre jours précédents, soit ont été en contact avec des volailles ou des œufs de volaille, soit se sont rendus dans un endroit où sont détenues des volailles.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

N. 2003 — 2154

[C — 2003/2264 1]

26 MEI 2003. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 26 maart 2003 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van aviaire influenza

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994, 20 december 1995, 23 maart 1998 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1994 houdende maatregelen van diergeneeskundige politie betreffende de aviaire influenza en de ziekte van Newcastle;

Gelet op Richtlijn 92/40/EEG van de Raad van 19 mei 1992 tot vaststelling van communautaire maatregelen voor de bestrijding van aviaire influenza;

Gelet op het ministerieel besluit van 26 maart 2003 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van aviaire influenza, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 april 2003, 4 april 2003, 9 april 2003, 29 april 2003 en 9 mei 2003;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat het onontbeerlijk is de sanitaire maatregelen aan te passen aan de evolutie van de toestand wat aviaire influenza betreft,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het ministerieel besluit van 26 maart 2003 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van aviaire influenza wordt punt 9 vervangen door de volgende bepaling :

« 9. Risicogebied : gebied bestaande uit één of meerdere beschermingsgebieden, toezichtgebieden of bufferzones, alsook elk ander als dusdanig door het FAVV benoemde gebied. »

Art. 2. In artikel 1 van hetzelfde besluit wordt een punt 10 toegevoegd dat luidt als volgt :

« 10. Herbevolkingsgebied : gebied, waarvoor een specifieke, door het FAVV opgestelde procedure van kracht is in verband met het herbevolken van pluimveebedrijven. »

Art. 3. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door het volgende bepalingen :

« Art. 2. Op het ganse grondgebied zijn de volgende maatregelen van toepassing.

1. Het verzamelen van pluimvee is verboden, uitgezonderd volgens de instructies van het FAVV.

2. Pluimvee en broedeieren moeten rechtstreeks (1-1) worden vervoerd van één plaats van herkomst naar één plaats van bestemming.

3. In overeenstemming met de bepalingen van artikel 7, § 4, van het koninklijk besluit van 31 december 1992 betreffende de veterinaire en zoötechnische controles die van toepassing zijn op het intracommunautaire handelsverkeer van sommige levende dieren en producten, moet de ontvanger de invoer van pluimvee of broedeieren ten minste 24 uren op voorhand aan de inspecteur-dierenarts melden.

4. De toegang tot alle plaatsen in België waar pluimvee wordt gehouden, is verboden voor elk voertuig, elke persoon en alle materiaal die in Nederland of in de Duitse deelstaat Nordrhein-Westfalen in de vier dagen voordien in contact zijn geweest met pluimvee of eieren van pluimvee of op een plaats zijn geweest waar pluimvee wordt gehouden.

5. Les véhicules et les chauffeurs pour le transport d'aliments pour animaux destinés aux volailles sont désignés par leur responsable soit pour la zone à risque, soit pour le territoire hors de la zone à risque.

Les chauffeurs peuvent uniquement décharger leurs véhicules, selon les instructions fixées par l'AFSCA, dans la zone pour laquelle ils sont désignés.

Le responsable de chaque firme, qui transporte des aliments pour animaux destinés aux volailles, établit une liste des véhicules et des chauffeurs désignés pour les différentes zones et transmet cette liste à l'AFSCA.

Dans le véhicule, un registre conforme aux dispositions du point 9 et établissant la zone pour laquelle le véhicule a été désigné doit toujours être présent.

6. Les véhicules et les chauffeurs pour la collecte des œufs dans les exploitations de volaille sont désignés par le responsable de la firme, soit pour la zone à risque, soit pour le territoire hors de la zone à risque.

Les véhicules et les chauffeurs peuvent uniquement récolter des œufs, selon les instructions fixées par l'AFSCA, dans les exploitations de volaille de la zone pour laquelle ils sont désignés.

Le responsable de chaque firme, qui récolte des œufs dans des exploitations de volaille, établit une liste des véhicules et des chauffeurs désignés pour les différentes zones et transmet cette liste à l'AFSCA.

Dans le véhicule, un registre conforme aux dispositions du point 9 et établissant la zone pour laquelle le véhicule a été désigné doit toujours être présent.

7. En dehors d'une zone à risque l'accès aux exploitations avicoles et aux endroits où sont détenues des volailles est interdit à tout véhicule et à toute personne qui, dans les quatre jours précédents, dans une zone à risque, soit ont été en contact avec des volailles, soit se sont rendus dans un endroit où sont détenues des volailles.

8. Il est interdit d'introduire dans tout endroit hors de la zone à risque où sont détenues des volailles, du matériel qui, dans une zone à risque, aurait pu être mis en contact avec des volailles.

9. Tout transporteur qui visite une exploitation de volailles ou un endroit où sont détenues des volailles sur le territoire belge est tenu de garder dans son véhicule un registre. Le modèle de ce registre est fixé dans l'annexe 2.

Préalablement à l'arrivée à l'endroit, le transporteur doit déclarer sur l'honneur dans ce registre que lui et le véhicule n'ont pas eu de contact comme décrit dans les points 4 et 7.

Sur place, le transporteur est tenu de veiller à ce que sa visite soit inscrite dans la liste des visites à l'exploitation, prévue dans l'article 4, point 3.

10. Les dispositions d'interdiction du présent article ne sont pas d'application au personnel de l'AFSCA et aux personnes travaillant pour le compte de celle-ci, à condition qu'ils respectent les dispositions d'hygiène fixées par l'AFSCA.

11. Dans toutes les exploitations de volaille ou endroits où se trouvent des animaux sensibles à l'influenza aviaire, l'administrateur délégué de l'AFSCA peut décider, sur base d'un avis motivé du service du staff prévention et gestion de crise, de procéder à l'abattage préventif de ces animaux. »

Art. 4. Dans le même arrêté un article *8bis* est ajouté, libellé comme suit :

« CHAPITRE V. — Mesures dans une zone de repeuplement

Art. 8bis. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'AFSCA délimite une zone de repeuplement.

§ 2. Une zone de repeuplement est considérée comme une zone à risque.

5. Voertuigen en chauffeurs voor het vervoer van diervoeder voor pluimvee worden door de verantwoordelijke ervan toegewezen aan hetzij het risicogebied, hetzij het gedeelte van het grondgebied buiten het risicogebied.

De chauffeurs mogen hun voertuig enkel lossen, volgens de voorschriften van het FAVV, in het gebied waaraan zij toegewezen zijn.

De verantwoordelijke van elke firma die diervoeders voor pluimvee vervoert, maakt een lijst op van de voertuigen en de chauffeurs die toegewezen zijn aan de verschillende gebieden en maakt deze lijst over aan het FAVV.

In het voertuig moet permanent een register volgens de bepalingen van punt 9 aanwezig zijn dat aantoonde aan welk gebied het voertuig toegewezen is.

6. Voertuigen en chauffeurs voor het ophalen van eieren op pluimveebedrijven worden door de verantwoordelijke van de firma toegewezen aan hetzij het risicogebied, hetzij het gedeelte van het grondgebied buiten het risicogebied.

Voertuigen en chauffeurs mogen enkel eieren ophalen, volgens de instructies van het FAVV, op pluimveebedrijven in het gebied waaraan zij toegewezen zijn.

De verantwoordelijke van elke firma die eieren ophaalt op pluimveebedrijven, maakt een lijst op van de voertuigen en de chauffeurs die toegewezen zijn aan de verschillende gebieden. Hij maakt deze lijst aan het FAVV over.

In het voertuig moet permanent een register volgens de bepalingen van punt 9 aanwezig zijn, dat aantoonde aan welk gebied het voertuig is toegewezen.

7. Buiten de risicogebieden is de toegang tot pluimveehouderijen of andere plaatsen waar pluimvee wordt gehouden verboden voor elk voertuig en elke persoon die in een risicogebied in de vier dagen voordien in contact zijn geweest met pluimvee of op een plaats zijn geweest waar pluimvee wordt gehouden.

8. Het is verboden om materiaal, dat in een risicogebied in contact zou kunnen geweest zijn met pluimvee, binnen te brengen op plaatsen buiten het risicogebied waar pluimvee wordt gehouden.

9. Elke vervoerder die op Belgisch grondgebied een pluimveebedrijf bezoekt of een andere plaats waar pluimvee wordt gehouden, is verplicht om in zijn voertuig een register bij te houden. Het model van dit register is in bijlage 2 vastgelegd.

De vervoerder dient voor de aankomst op de plaats op erewoord in dit register te verklaren dat hijzelf en het voertuig geen contact gehad hebben, zoals bepaald in punten 4 en 7.

De vervoerder moet ervoor zorgen dat zijn bezoek ter plaatse wordt ingeschreven in het register van bedrijfsbezoeken zoals voorzien in artikel 4, punt 3.

10. De verbodsbepalingen in dit artikel gelden niet voor het personeel van het FAVV en de personen die in opdracht van deze werken, op voorwaarde dat zij de hygiënevoorschriften van het FAVV respecteren.

11. In alle pluimveebedrijven of plaatsen waar zich voor aviaire influenza vatbare dieren bevinden, kan de gedelegeerd bestuurder van het FAVV, op basis van een gemotiveerd advies van de stafdienst crisispreventie en crisisbeheer, beslissen om deze dieren preventief op te ruimen.»

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel *8bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

« HOOFDSTUK V. — Maatregelen in een herbevolkingsgebied

Art. 8bis. § 1. Voor de toepassing van dit besluit bakent het FAVV een herbevolkingsgebied af.

§ 2. Een herbevolkingsgebied wordt beschouwd als een risicogebied.

§ 3. Dans une zone de repeuplement les mesures suivantes sont d'application :

1. Le transport de volailles et d'œufs à couver est interdit, sauf selon les prescriptions de l'AFSCA.
2. Le transport d'œufs de consommation à partir d'exploitations avicoles et de stations d'emballage où des volailles sont détenues est interdit, sauf selon les prescriptions de l'AFSCA.
3. Le transport de lisier de volailles et de pailles utilisées est interdit, sauf selon les prescriptions de l'AFSCA.
4. Toutes les volailles doivent rester enfermées dans les bâtiments de l'exploitation.
5. Les roues et les pneus de chaque véhicule qui quitte une exploitation où sont détenues des volailles, doivent être désinfectés au moyen d'un désinfectant autorisé par l'AFSCA.
6. Le vétérinaire de l'exploitation effectue une fois par semaine, avec un intervalle d'au moins quatre jours, un contrôle périodique de chaque exploitation avicole.»

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 27 mai 2003.

Bruxelles, le 26 mai 2003.

J. TAVERNIER

§ 3. In een herbevolkingsgebied zijn de volgende maatregelen van kracht :

1. Het vervoer van pluimvee en broedeieren is verboden, behalve volgens de voorschriften van het FAVV.
2. De afvoer van consumptie-eieren vanaf pluimveebedrijven en vanaf pakstations waar pluimvee aanwezig is, is verboden, behalve volgens de voorschriften van het FAVV.
3. Het vervoer van pluimveemest en gebruikt strooisel is verboden, behalve volgens de voorschriften van het FAVV.
4. Alle pluimvee moet worden binnengehouden in de bedrijfsgebouwen.
5. Van elk vervoermiddel dat een bedrijf verlaat waar pluimvee wordt gehouden, moeten de wielen en de banden worden ontsmet met een door het FAVV toegelaten ontsmettingsmiddel.
6. De bedrijfsdierenarts moet eenmaal per week, met een interval van ten minste vier dagen, een periodieke bedrijfscontrole uitvoeren op alle pluimveebedrijven.»

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 27 mei 2003.

Brussel, 26 mei 2003.

J. TAVERNIER

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

BOURSES D'ETUDES

[2003/20095]

Commission provinciale des Fondations de Bourses d'Études du Hainaut Année d'études 2003-2004

La Commission fait appel à la générosité du public et à la reconnaissance des anciens boursiers en faveur de la fondation « Etudiants du Hainaut » dont le capital peut être accru par tous dons et legs.

Les intéressés peuvent s'adresser pour tous renseignements au secrétariat de la Commission, boulevard Gendebien 7, à 7000 Mons, tous les jours ouvrables de 8 h 30 m. à 10 h 30 m.

La Commission provinciale des fondations de bourses d'études du Hainaut informe les intéressés de la vacance, à partir de l'année scolaire 2003-2004, des bourses des fondations ci-après :

3) Buterne, Baudry (d'Aix); Bourdeau, Jacques; Buterne, Jean; Corbeau; Delecourt, Jean; Du Rousseaux, Isidore; Manare, Maximilien; Marichal, Gabriel et Wolff, Antoine.

Cat. A. : une bourse de quatre cent quarante-six euros pour les études universitaires en faveur :

1. des étudiants peut aisés de la province de Hainaut;
2. des étudiants belges peu aisés.

Cat. B. : une bourse de cent cinquante euros pour les études secondaires ou supérieures en faveur :

1. des parents du fondateur Buterne, Jean, des parents peut aisés des fondateurs Manare et Marichal, des descendants peu aisés de Caulier, Guillaume et Fiefvez, Barbe, des plus proches parents peu aisés de Wolff, Antoine, des étudiants peu aisés d'Haine-Saint-Paul et de Bury. Enfin, mais uniquement pour les études de rhétorique et de philosophie, des descendants des époux Marcq, Charles et Delecourt, Charlotte; De Buzegnies, Gilles et Delecourt, Barbe et Carbon, Jaspert et Delecourt, Jeanne;

STUDIEBEURZEN

[2003/20095]

Provinciale Commissie van Studiebeurzenstichtingen in Henegouwen Schooljaar 2003-2004

De Commissie doet een beroep op de vrijgevigheid van het publiek en op de erkentelijkheid van de gewezen beursstudenten ten gunste van de stichting « Etudiants du Hainaut », waarvan het kapitaal kan worden verhoogd door schenkingen of legaten van welk bedrag ook.

Voor nadere inlichtingen, kunnen de belangstellenden zich wenden tot het secretariaat van genoemde Commissie, boulevard Gendebien 7, Mons, elke dag van 8 u. 30 m. tot 10 u. 30 m.

De Provinciale Commissie voor Studiebeurzen in Henegouwen brengt ter kennis van de belanghebbenden dat, met ingang van het schooljaar 2003-2004 navermelde stichtingsbeurzen te begeven zijn :

3) Verenigde stichtingen Buterne, Baudry (d'Aix); Bourdeau, Jacques; Buterne, Jean; Corbeau; Delecourt, Jean; Du Rousseaux, Isidore; Manare, Maximilien; Marichal, Gabriel en Wolff, Antoine.

Cat. A. : Een beurs van 446 euro voor de universitaire studiën ten behoeve van :

1. de onvermogenende studenten van de provincie Henegouwen;
2. de onvermogenende Belgische studenten.

Cat. B. : een beurs van 150 euro voor de middelbare of hogere studiën ten behoeve van :

1. de bloedverwanten van de stichter Buterne, Jean, de minstvermogenende bloedverwanten van de stichters Manare en Marichal, de minstvermogenende afstammelingen van de echtgenoten Guillaume Caulier en Barbe Fiefvez, de naaste en de minstvermogenende bloedverwanten van de stichter Wolff, Antoine, de minstvermogenende studenten van Haine-Saint-Paul en Bury, en tenslotte, maar alleen voor de rhetorica en de wijsbegeerte, de afstammelingen van de echtgenoten Charles Marcq en Charlotte Delecourt, Gilles de Buzegnies en Barde Delecourt en Jaspert Carbon en Jeanne Delecourt;